

Lundi 8 avril 2019

Grand débat : de la parole aux actes !

La restitution du grand débat a eu lieu ce matin. *Villes de France*, association représentant les villes de 10.000 à 100.000 habitants et leurs EPCI, tient à relayer les attentes et les inquiétudes des Maires de son réseau.

Le grand débat a permis aux Français d'exprimer ce qu'ils avaient sur le cœur, parfois depuis de nombreuses années.

A l'issue de ces semaines de réunions publiques et de cette restitution, l'heure doit être aux annonces concrètes qui répondent à l'urgence sociale et territoriale mise en lumière à l'occasion de cette crise. Et les villes moyennes représentées par *Villes de France* sont en première ligne, elles ont été les villes des gilets jaunes, celles des ronds-points, celles des défilés jaunes du samedi dans des conditions parfois tendues.

Les élus du réseau ont tiré la sonnette d'alarme. Eux aussi sont en attente de réponses claires de la part du Président de la République.

- Les villes moyennes souffrent : dévitalisation commerciale, perte d'habitants, difficultés d'accessibilité ... Elles ont été les premières victimes des crises économiques successives. Le gouvernement a mis en place un programme visant à répondre à ces souffrances : Action Cœur de Ville. *Villes de France* appelle maintenant le gouvernement à aller plus vite et plus loin. Les investissements dédiés doivent être débloqués au plus vite. L'état d'urgence territoriale doit être décrété ! Nos villes dites moyennes sont des pôles de centralités pourvoyeurs de services pour leurs habitants mais également pour ceux des territoires périurbains et ruraux les entourant. Elles sont donc un atout indispensable dans notre architecture territoriale.

- Renouvelons le pacte de confiance à l'égard des Maires. Leur rôle central a été souligné lors de ce grand débat, plus de 2 tiers des français les considèrent comme l'interlocuteur le plus pertinent. Le Gouvernement a souhaité retrouver le chemin du dialogue. Le pacte de confiance ne doit pas être qu'un concept politiquement correct. Il doit correspondre à des moyens pour nos collectivités qui leur permettent de remplir des missions de plus en plus nombreuses et de répondre aux aspirations sociales de leurs concitoyens. Donnons-leur de l'autonomie financière qui leur permettra de répondre aux attentes de leurs concitoyens. Associons les enfin aux décisions de l'État les concernant ! Ces dernières années, les collectivités ont pris toute leur part à la réduction du déficit public. Elles attendent le même effort de la part de l'Etat qui devra en outre rapidement dire aux élus comment il souhaite compenser la perte de la taxe d'habitation.

- De grands sujets sont sur la table du gouvernement : l'accès aux services publics, et en tout premier lieu celui de la santé. Les villes moyennes sont particulièrement concernées par le départ de services publics qui donnent à nos concitoyens le sentiment d'être la « France périphérique ». Nous demandons un maintien et plus largement un renforcement de ces services publics. Les déserts médicaux, judiciaires... sont une angoisse du quotidien dans nos villes, tant pour les Français que pour leurs représentants.

Il y a donc urgence à agir !

Contact presse : Bastien Régnier – bastien.regnier@villesdefrance.fr – 06 45 50 45 44

Présidée par Caroline CAYEUX, maire de Beauvais, Villes de France, association d'élus pluraliste dont le président délégué est Jean-François DEBAT, maire de Bourg-en-Bresse, représente et accompagne les villes et agglomérations de taille infra-métropolitaine du territoire national dont elles forment l'armature urbaine. Elle regroupe ainsi près de la moitié de la population française.